

Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République

Pour M. Giscard d'Estaing, "l'échéance politique et psychologique de la crise, ce sera le printemps 2009"

LE MONDE | 12.01.09 | 10h44 • Mis à jour le 12.01.09 | 12h17

Le 1er janvier 1999, l'euro devenait la monnaie de onze pays de l'Union européenne, trois ans avant l'entrée en circulation des pièces et des billets le matérialisant. Dix ans plus tard, l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing dresse son bilan, parle de la crise et des plans de relance.

L'euro fête ses dix ans. Quel bilan tirez-vous depuis sa création ?

L'euro, en réalité, a 30 ans d'âge. Sa naissance a eu lieu à Brême, en 1978, avec l'accord monétaire européen et la création de l'ECU. On a alors lancé le mouvement qui allait aboutir, il y a dix ans, à l'entrée en service de l'euro. C'était une réponse réfléchie à la situation économique et monétaire de l'Europe : économique, parce que nous étions en train de bâtir un marché unique et que la multiplicité des monnaies désorganisait ce marché; monétaire, parce que nous sortions de la longue période des taux de change fixes et que nous devions avoir, en Europe, un système monétaire solide.

L'euro résulte d'une démarche collective avec un mérite particulier du côté allemand, car les Allemands avaient le plus à offrir : une monnaie forte, le deutsche mark, symbole de la résurrection de l'Allemagne. L'abandonner, c'était un grand sacrifice. Ils l'ont fait parce que nous avions confiance les uns dans les autres et que nous avons travaillé main dans la main, Helmut Schmidt et moi-même.

Comment se porte aujourd'hui le couple franco-allemand ?

Il est moins solide. Très franchement, je le regrette, et j'espère que c'est passager, car il n'y aura pas d'intégration européenne sans ce couple. Prenez une carte de l'Europe, regardez le poids démographique et économique des différentes zones. Un ensemble se dégage nettement par sa cohérence : la France, l'Allemagne, le Benelux, l'Italie du Nord. Si cet ensemble se fissure, il n'y aura pas d'intégration européenne.

Mais revenons à l'euro. Il faut bien se rendre compte qu'il y a dix ans, le monde monétaire était sceptique. En 1999, envoyé par la Commission européenne, j'ai rencontré Alan Greenspan, qui a souri et m'a dit : *"Vous ne le ferez pas ! Et, de toute façon, si vous le faites, vous échouerez."* Puis, je suis allé à Chicago voir les Prix Nobel d'économie : aucun ne croyait à la possibilité de l'euro. Les Américains pensaient que l'idée qui nous animait, c'était d'attaquer le dollar. Alors que, dans l'esprit de ceux qui ont créé l'euro, cela n'a jamais été une opération d'agression contre le dollar ! Cela ne nous intéressait pas.

Pourquoi l'euro a-t-il fini par s'installer ?

Pour deux raisons. D'abord, c'était la monnaie d'une grande zone assez stable. Ensuite, cette zone était gérée par une culture où l'influence allemande était forte, une culture économique raisonnable. Or le socle de la monnaie, c'est la confiance. L'euro a su inspirer confiance. Wim Duisenberg, le premier président de la banque centrale européenne (BCE), était plutôt passif, et l'économie était alors assez favorable. Cela a

positionné l'euro comme une monnaie stable qui méritait la confiance.

Récemment, l'expertise de l'actuel président de la BCE, Jean-Claude Trichet, l'a conforté. La première crise qui s'est déclenchée, en août 2007, était celle des subprimes, c'était une crise du crédit. C'est la BCE qui, alors, a le mieux réagi. Mieux que la banque d'Angleterre et que la FED.

Dans cette crise, l'euro a-t-il joué un rôle protecteur pour les économies européennes ?

C'est évident. Que se serait-il passé s'il n'y avait pas eu l'euro ? Nous aurions assisté à une crise monétaire générale en Europe. La lire, la peseta auraient été dévaluées, le franc aussi, très probablement, en raison du montant élevé de nos déficits. Le mark, lui, serait resté à son niveau, ou même un peu monté. Les écarts monétaires auraient mis à mal les politiques communes et rendu impossible la gestion des politiques classiques, en particulier de la politique agricole commune. Et, au deuxième trimestre 2008, nous serions entrés dans la tourmente monétaire.

Toute crise financière de cette ampleur débouche sur un monde nouveau. Pensez-vous qu'un jour l'euro puisse détrôner le dollar ?

En tout cas, je ne le souhaite pas. Etre la monnaie mondiale est une contrainte très forte pour les économies qui l'utilisent. Car on est obligé de tenir compte non seulement des flux de sa propre économie, mais aussi des flux mondiaux. La monnaie change de caractère. Elle devient très largement marquée par son rôle international, comme l'est le dollar à l'heure actuelle.

Ce qui est souhaitable, c'est que le rapport des quelques grandes monnaies qui subsistent, c'est-à-dire le dollar, l'euro et le yen, soit activement géré, ce qui est le cas. En effet, les fluctuations de l'euro et du dollar ne sont pas très fortes et elles sont assez rationnelles. Le yen a aussi tendance à retrouver une évaluation plus exacte. Donc, le système est relativement stabilisé. Où l'euro se situera-t-il en 2009? La fourchette semble se situer à 1,35-1,45dollar pour un euro.

L'euro a protégé de la dévaluation et la politique monétaire a protégé des bulles spéculatives. Mais la récession ne sera-t-elle pas le vrai test ?

C'est un grand sujet. La récession n'a pas été causée par la monnaie, mais par le dérèglement des grands équilibres économiques. On l'a observé l'an dernier de façon spectaculaire avec la flambée des cours des matières premières, du pétrole, des produits alimentaires. Ces évolutions n'ont rien à voir avec la monnaie. Tout juste peut-elle les contrarier. L'euro nous a protégés de la crise monétaire. Il fait partie des instruments qui permettront à l'Europe d'éviter non seulement la récession mais la dépression. Car c'est cela le grand danger. Une récession d'un ou deux points est supportable. Si nous avons une croissance zéro, cela veut dire que nous vivons avec les mêmes revenus qu'en 2008. Rien de tragique. La situation devient réellement préoccupante lorsque l'on passe de la récession à la dépression, c'est-à-dire que la machine économique s'arrête, avec de lourdes conséquences sur l'emploi.

A quel moment franchit-on ce stade ? Aux Etats-Unis, c'est probablement lorsque le taux de chômage dépasse les 10%, ce qu'on ne peut exclure. En Europe, le chômage a commencé à augmenter dans les grandes économies, en Allemagne, en France. On est encore dans la zone des 7 % à 8 %. Au-delà, on tomberait dans le cadre de la dépression, avec des rendez-vous sociaux difficiles. La période de danger, l'échéance politique et psychologique, ce sera le printemps 2009. Soit la récession se poursuit, mais reste contenue dans des limites qui ne changent pas trop la vie quotidienne, soit nous glissons sur un toboggan et il faudra savoir quels freins utiliser.

Avez-vous regretté que les plans de relance adoptés en Europe n'aient pas été coordonnés ?

Pas vraiment. Il existe une erreur qui consiste à croire que les plans de relance suffiront à faire repartir l'économie. Ils peuvent atténuer le profil, éviter de passer de la récession à la dépression s'ils s'attaquent de manière ciblée à des problèmes sectoriels spécifiques qui, sans une telle action, connaîtraient un fort dérapage – le cas type étant l'industrie automobile. Autrement, ces plans risquent en fait d'être annulés par les comportements psychologiques : si vous transférez les ressources à un segment de la population, par exemple en allégeant les impôts pour les classes moyennes, que feront-elles? Elles épargneront, au lieu de consommer. Si vous aidez les entreprises, elles s'endetteront moins, mais ne feront pas plus que ce qu'elles auraient fait avant la crise.

Ces plans doivent être soigneusement calibrés, sinon c'est de l'argent gaspillé. Angela Merkel a raison de dire que le plan de relance allemand respectera les critères de Maastricht. Barack Obama a aussi raison de déclarer que sa grande préoccupation est le déficit budgétaire américain.

Vous dites qu'il faut respecter les 3 % de déficit public, mais la période n'autorise-t-elle pas à décaler cette exigence ?

On peut, certes, assouplir la limite. Mais il faut rester dans la culture de la maîtrise des déficits et se fixer des objectifs précis sur une période donnée afin de favoriser le retour à une croissance saine. Quand l'hebdomadaire américain *Newsweek* présente comme une "solution" un plan de relance qui représenterait 4 000 milliards de dollars, soit 7 % du PIB mondial, c'est de la divagation et c'est dangereux. Cela veut dire qu'on va inonder l'économie mondiale de liquidités et qu'on va recommencer à dériver.

Les milliards annoncés pour éviter les faillites bancaires n'ont-ils pas créé un déclic psychologique ? On a soudain eu l'impression que les Etats pouvaient dépenser sans compter.

En réalité, le plan de garantie bancaire ne coûtera, sans doute, pas très cher en France. L'effet d'annonce a pu inquiéter, et ceux qui ont poussé dans ce sens sont responsables. Le premier ministre britannique a lancé l'idée d'un fonds mondial, or il était en fonctions depuis dix ans comme ministre des finances et avait laissé faire, sans réagir, toute la dérégulation bancaire qui s'est développée à Londres.

Actuellement, les dirigeants des gouvernements en place ne sont pas des économistes. Ils ont des réactions plus politiques, plus diplomatiques ou plus communicantes. Lorsque, dans les années 1970, il y eut le grand débat sur le flottement des monnaies, George Shultz était professeur d'économie de l'université de Chicago, Helmut Schmidt un grand expert reconnu, Paul Volker l'expert américain le plus respecté... il y avait une concentration d'expertises. Aujourd'hui, pour des raisons difficiles à analyser d'ailleurs, on n'a pas développé ce côté, mais plutôt une approche politique ou psychologique.

Le débat monte en France sur l'opportunité de soutenir la consommation. Qu'en pensez-vous ?

Le choix gouvernemental de soutenir l'investissement est le bon. L'opposition a tort de réclamer une relance de la consommation. Keynes, dont j'ai relu récemment la *Théorie générale...*, l'a bien démontré : la reprise de l'activité ne s'obtient pas en soutenant la consommation, parce qu'en situation de crise le surcroît ainsi obtenu est trop faible pour entraîner une augmentation des capacités de production, et donc une reprise de l'investissement. Ce qui est essentiel, c'est de créer une situation d'anticipation favorable aux investissements des entreprises.

Que pensez-vous du grand retour de l'Etat dans l'économie ?

Je nuancerai votre propos. Il y a eu un grand retour de l'Etat en Grande-Bretagne, mais pas en France. Et c'est très bien comme cela. En revanche, il faut trouver le moyen de réguler rapidement le capitalisme, sinon les dérives que nous avons constatées vont se reproduire. Il est évident que ceux qui ont profité du système

veulent que "ça recommence comme avant". Il est incroyable que les organismes de contrôle n'aient pas fait leur travail, que personne n'ait été averti de rien. Il faut mettre rapidement en place de nouvelles règles. La France pourrait avancer plus vite. Elle aurait intérêt à adopter un ton plus rationnel, plus réaliste face à la crise, et à prendre rapidement des mesures pour remettre de l'ordre dans le système bancaire et financier. C'est de cette façon qu'elle pourra espérer rétablir la confiance.

Pourquoi n'a-t-on pas encore réglementé les short sellings (la vente de produits qu'on ne détient pas) ? Pourquoi n'a-t-on pas encore décidé que les facilités excessives offertes depuis dix ans aux banques d'investissement ne sont pas transposables aux banques commerciales ? Il faut clairement indiquer que l'on remet en ordre le système. Cela peut se faire durant cet hiver.

Tout récemment, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont souhaité une telle moralisation. La crise ne va-t-elle pas finir par ressouder le couple franco-allemand ?

La coordination qui s'est amorcée dans la tempête financière n'a pas été franco-allemande. Pourquoi ? Parce que l'approche des deux pays a été différente : les Allemands se sont demandés comment limiter les dommages; les Français se sont dit qu'ils allaient pouvoir sortir de la crise ! Ils ont une culture dépensière qui n'est pas celle de l'Allemagne. Nous devrions prendre garde : la dérive de nos finances publiques se poursuit. Elle fera peser de lourdes charges sur les prochains budgets.

N'avez-vous pas l'impression, malgré tout, que l'Europe est sortie renforcée de cette crise ?

Je n'en suis pas sûr. La gestion économique en Europe est devenue, durant la crise, plus nationale qu'elle ne l'était avant son déclenchement. C'est d'ailleurs assez logique, car les instruments d'intervention sont essentiellement nationaux. Plus fondamentalement, je crois que nous n'avons pas encore surmonté les effets négatifs du non français au référendum sur le traité constitutionnel. Un exemple pris dans l'actualité : l'Union européenne est le premier donneur d'aides à la Palestine. Rien ne l'empêchait, dans le conflit israélo-palestinien, de décider de continuer d'acheminer, sous sa propre responsabilité, son aide humanitaire. Elle ne l'a pas fait.

Il faut être patient : ce sont les nouvelles générations, formées à l'Europe par leur cursus universitaire et leurs expériences professionnelles extérieures, qui feront franchir un nouveau pas à l'Europe pour la porter à la dimension du monde, comme nous l'avons fait pour l'euro !

Propos recueillis par Cécile Chambraud, Françoise Fressoz et Marion Van Renterghem

Le Monde.fr

» A la une » Archives » Examens » Météo » Emploi » Newsletters » Talents.fr
 » Le Desk » Forums » Culture » Carnet » Voyages » RSS » Sites du
 » Opinions » Blogs » Economie » Immobilier » Programme » Le Post.fr groupe

Le Monde

» Abonnez-vous au
 Monde à -60%
 » Déjà abonné au
 journal



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ visitez Le Monde.fr

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui